

SANTÉ BUCCODENTAIRE

Une enquête nationale révèle un constat préoccupant

La situation de la santé bucco-dentaire est particulièrement préoccupante et a connu d'importantes transitions en Algérie au cours des dernières années. Elle nécessite ainsi l'adaptation des systèmes de santé en vue de préserver la santé des populations. C'est ce que révèle l'enquête nationale sur la santé buccodentaire réalisée par l'Institut national de la santé publique (INSP) et qui concerne l'enfant algérien de 6, 12 et 15 ans.

F.-Zohra B. — Alger (Le Soir) — L'enquête de l'INSP révèle que la santé buccodentaire pose problème chez les enfants, les atteintes carieuses, et les anomalies orthodontiques sont fréquentes sans qu'il y ait de façon significative des soins effectués en cours. Ainsi et selon les statistiques révélées par l'enquête engagée, la prévalence de la carie dentaire est de 74,1% pour l'ensemble des élèves des âges ciblés choisis (6, 12 et 15 ans). Ceci alors que celle de la gingivite est de 58%. Selon les experts, cette dernière est à même de servir de base à l'élaboration et à la planification de projets et programmes en matière de santé buccodentaire et ce, dans un cadre inter-

sectoriel. Il s'agit donc de la collaboration du secteur de la santé mais aussi de l'école, des parents d'élèves, des collectivités locales et des associations. «Ceci, d'autant que les problèmes de santé buccale peuvent être associés à d'autres troubles de la santé mais il est possible de les prévenir grâce à un ensemble de mesures individuelles notamment», déclarent les responsables de l'INSP. Les spécialistes, eux, dénoncent une mauvaise hygiène buccodentaire. Par ailleurs et depuis l'année 2002, dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre les caries dentaires, la direction de la prévention au ministère de la Santé a mis en œuvre un programme national de santé bucco-



Photo : DR

dentaire en milieu scolaire. L'enquête révèle par ailleurs, que la grande partie des enfants de 15 ans ont une mauvaise hygiène buccodentaire soit près de 80%. «La situation actuelle révèle que l'hygiène dont usent les enfants actuellement est inaccep-

table», ont déclaré les intervenants et ce, même si 68,8% des sujets ont déclaré posséder une brosse à dent. L'enquête a ainsi ciblé les établissements scolaires des trois paliers au niveau des 48 wilayas du pays. Pour les enfants de six ans, l'hygiène buc-

codentaire est jugée bonne seulement dans 22,9% des cas, moyenne dans 44,5% des cas et mauvaise dans 32,6% des cas. 60 % des enfants de cet échantillon révèlent aussi posséder une brosse à dent. Ceci alors que le brossage régulier à raison de 3 fois par jour n'est trouvé que chez 16,9% des cas. Pour les enfants âgés de 12 ans, 36,8% d'entre eux soit plus du tiers des enfants de l'effectif global ont une gencive saine, plus de 50% d'entre eux présentent une gingivite localisée et 12,3% ont une gingivite généralisée. Ceci alors que les habitudes d'hygiène ne sont pas acquises par tous les enfants puisque, même si 68,8% des enfants affirment posséder une brosse à dent, seulement 30,6% se brossent régulièrement les dents, selon l'âge. Les spécialistes appelleront donc à rectifier le tir en redynamisant le programme national de santé buccodentaire en milieu scolaire. Ils appelleront aussi à une formation continue des chirurgiens dentistes de santé scolaire.

F.-Z. B.

ASSURANCES

Une croissance de 12 % en 2013

Le secteur des assurances a clôturé l'année 2013 avec un chiffre d'affaires de près de 112 milliards de DA (un milliard d'euros), a estimé le président de l'Union des assurances et réassurances (UAR), M. Amara Latrous, hier en marge des travaux de l'assemblée générale élective du bureau de l'Association nationale des agents généraux d'assurances (Anaga) tenue à l'hôtel Mercure d'Alger.

Le secteur aura ainsi réalisé une croissance de plus de 12 % comparativement à l'exercice 2012. Les agents généraux d'assurances qui sont de 975, eux, ont réalisé 25 % de ce chiffre d'affaires, soit 28 milliards DA (280 millions d'euros). «On remarque la progression des agents généraux actifs dont le nombre est presque équivalent des agences directes des compagnies d'assurances (1178, Ndlr)», a indiqué M. Latrous. Ces «mandataires» liés aux compagnies d'assurances (mandantes) par des contrats avec obligation de rentabilité selon le président sortant de l'Anaga, M. Mahmoud Belkadi, ont fait part néanmoins d'un certain nombre de contraintes freinant l'expansion de leurs activités. Il s'agit notamment des entraves bureaucratiques découlant de la restructuration du secteur et la dissociation des assurances de patrimoines et celles des personnes. «Les compagnies d'assurances nous exigent de reconstituer le dossier et payer encore une fois, une caution de 500 000 DA pour nous octroyer l'agrément d'exercice des activités liées à l'assurance-vie», a-t-il souligné. L'autre contrainte est l'obligation d'avoir une autorisation de la compagnie pour contracter des polices d'assurance au dessus de 10 millions DA et une autorisation pour rembourser des sinistres de plus de 30 000 DA. «Cela influe sur les délais de remboursement qui peuvent aller jusqu'à six mois parfois», regrette-t-on, appelant les compagnies d'assurances à faire un effort pour leur permettre un règlement rapide de leurs clients. Intervenant à ce sujet, M. Latrous a insisté auprès des agents généraux d'assurances pour former leurs personnels car, a-t-il noté, «beaucoup d'entre eux, venant de divers horizons, ne sont pas de vrais professionnels et leur formation aux métiers de l'assurance s'impose.».

L. H.

ELLES S'ÉTALERONT SUR 8 JOURS

Portes ouvertes sur l'apprentissage à Alger

Lancement hier des portes ouvertes sur la formation et l'apprentissage du 1^{er} au 8 février au Centre culturel d'Hussein-Dey. Les objectifs de ces journées sont d'informer, réhabiliter et promouvoir la formation par l'apprentissage, mettre en valeur les opportunités d'insertion professionnelle et faire connaître au public, les actions menées par le secteur de la formation professionnelle dans le domaine de l'apprentissage.

Saadia Gacem — Alger (Le Soir) — Lors de ces journées d'informations, des stands seront animés par les stagiaires apprentis, assistés par les maîtres d'apprentissages. Il est également prévu des conférences animées par des docteurs et chercheurs universitaires. L'apprentissage reste une branche méprisée, très peu valorisée et non reconnue dans notre société. Les jeunes étudiants préfèrent s'orienter vers des études

universitaires, sciences humaines, médicales... car plus valorisées socialement, mais également au niveau des salaires. Les métiers techniques restent d'une part, sous rémunérés et d'autre part usant physiquement et moralement.

Hier, le responsable de la direction du développement industriel et de la promotion de l'investissement de la wilaya d'Alger, a déclaré que seuls deux objectifs

du programme de développement de la formation et de l'apprentissage sur les dix, fixés, ont été réalisés, «On essaie timidement d'avancer», explique t-il. Les objectifs étaient de booster l'investissement des entreprises et des entrepreneurs, alléger la bureaucratie en permettant aux personnes de retirer leur dossier de création d'entreprise en ligne, aider à la création d'entreprise, développer le partenariat avec les entreprises et les centres de formation et enfin développer l'échange d'informations entre les différents acteurs de la formation, du travail, de l'industrie et du social. L'absence d'échanges entre les acteurs et la bureaucratie kafkaïenne restent de grandes faiblesses en Algérie, et pas seulement dans le domaine de la for-

mation et de l'apprentissage. «Ce sont des difficultés qui empêchent le développement économique et l'investissement» déclare le responsable de la direction du développement industriel. Ces objectifs, restés dans les tiroirs sont agités, dépoussiérés deux mois avant les présidentielles.

D'autres difficultés sont relevées par M. Abdelhak Lamiri, docteur en économie ; il déplore la non-prise en compte de «l'intelligence des ouvriers, de leur savoir-faire. Il faut exploiter les compétences des jeunes, des stagiaires». Laisser la place à ceux qui ont le savoir-faire, cela semble évident. Cependant, comment cela pourrait-il être possible dans un système qui fonctionne avec le clientélisme, El maârifâ ?

S. G.

L'Inspection générale du travail dresse son bilan non-respect du SNMG, travailleurs non déclarés et des coopérants en informel

21 115 travailleurs n'ont pas été déclarés à la sécurité sociale (CNAS), alors que 4 117 travailleurs étrangers sont en situation irrégulière «pour non détention de titre de travail ou détention de titres périmés». Ce sont les faits marquants qui ressortent du bilan de l'Inspection générale du travail pour l'exercice 2013.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) Le bilan, rendu public par l'Inspection générale du travail à l'occasion de la rencontre-bilan des cadres de cette institution, qui s'est tenue hier au siège du département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a fait ressortir plusieurs infractions constatées durant l'année écoulée. Selon la même source, même s'il ya «une évolution positive et importante de l'activité de contrôle», il n'en demeure que plusieurs infractions ont été enregistrées dans plusieurs domaines liés à l'emploi. A ce titre, on indique que «qu'en matière de non déclaration des travailleurs à la sécurité sociale, il a été établi 10 046 procès verbaux d'infractions faisant suite au constat de 21 115 travailleurs non affiliés à la sécurité sociale». «Ces constats se font, ajoute la même source, dans le cadre des

contrôles opérés par les inspecteurs du travail uniquement ou dans le cadre des brigades de contrôle conjointement avec les contrôleurs de la CNAS».

L'autre fait ayant caractérisé le bilan de l'Inspection générale du travail est celui relatif au «non respect du SNMG». A ce propos, il a été relevé que «4 912 travailleurs n'ont pas bénéficié de l'application du salaire national minimum garanti (SNMG), ce qui a donné à l'établissement de 2.799 procès verbaux d'infraction, soit une diminution significative par rapport à l'année 2012, où il a été constaté que 14 744 travailleurs n'avaient pas bénéficié du SNMG». Le contrôle des conditions de travail a été également évoqué dans le rapport des institutions, qui fait état de «l'établissement en 2013 de 7 881 procès verbaux d'infraction ayant concerné 50 898 travailleurs, soit une augmentation de près de 78% par rapport à 2012, année durant laquelle, ajoute la même source, 4 433 procès verbaux d'infractions ont été établis». Selon l'inspection générale du travail, «cette hausse des cas enregistrés est dû principalement au fait que le contrôle a été orienté vers les secteurs à risques». Le contrô-

le des conditions d'emploi de la main-d'œuvre étrangère a été aussi au centre des préoccupations des contrôleurs puisqu'il a été relevé «pour l'établissement de 4 690 procès verbaux d'infraction suite au constat de 4 117 travailleurs étrangers en infraction, notamment pour non détention de titre ou détention de titres périmés». Cela étant, au sujet de la question des conflits sociaux, le département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a indiqué qu'il a été enregistré «une évolution positive des indicateurs à savoir la réduction significative des situations de compressions d'effectifs, le nombre réduit de grèves d'importance nationale, touchant en particulier le secteur de l'administration ou encore l'approbation de 618 règlements intérieurs d'entreprises». En somme, pour le département de Benmeradi, les «données statistiques font ressortir un saut quantitatif considérable dans ce domaine avec la réalisation de 191 135 visites en 2012 par rapport à 2006, année au cours de laquelle il a été réalisé 82 010 visites, soit une augmentation de 133% et l'atteinte d'une moyenne de 124 000 visites annuellement ».

A. B.